



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 36 (2026)

Faits saillants

- ❖ Singapour : le gouvernement relève sa prévision de croissance 2026, de 2,0-4,0 % à 4,5-5,5 %, portée par la demande mondiale liée à l'IA
- ❖ Malaisie : la croissance accélère à 6,0 % au T2, portée par les exportations et les investissements dans les centres de données
- ❖ Thaïlande : 5 millions de personnes bénéficieront d'un accès gratuit à des services d'IA premium, dont Mistral AI

LE CHIFFRE À RETENIR

+55,4 %

d'IDE au Vietnam sur
les huit premiers mois
de 2026, à 40,6 Md
USD

Région

L'intensification d'El Niño accroît les pressions sur l'inflation alimentaire en ASEAN

Le renforcement d'El Niño au S2 pourrait prolonger les pressions inflationnistes en Asie du Sud-Est, en se combinant au choc déjà subi sur les prix de l'énergie et des engrais. Les dernières prévisions météorologiques régionales anticipent des conditions plus sèches et plus chaudes sur une large partie de l'ASEAN, susceptibles d'affecter notamment les productions de riz et d'huile de palme. D'après Goldman Sachs, un épisode El Niño sévère, combiné aux chocs pétrolier et sur les engrais, pourrait ajouter 1,0 point à l'inflation alimentaire régionale après six mois et 2,1 points après douze mois. L'exposition est particulièrement importante en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande, où l'alimentation pèse davantage dans les paniers de consommation qu'à Singapour ou en Malaisie. Le canal agricole est également significatif pour l'activité : hors Singapour, l'agriculture représente environ 10 % du PIB de l'ASEAN-6 et 10 % des exportations régionales de marchandises en 2025, selon Bank of America. Les tensions sont déjà perceptibles sur les marchés : les prix de référence du riz thaïlandais ont atteint en juillet un plus haut de 18 mois, tandis que les contrats à terme sur l'huile de palme

malaisienne progressaient d'environ 17 % depuis le début de l'année début août. El Niño constitue ainsi un risque simultané sur la désinflation et la croissance agricole, avec une exposition très hétérogène entre économies de l'ASEAN.

Indonésie

Dans un contexte international incertain, le président Prabowo réaffirme des cibles macroéconomiques ambitieuses

Le 14 août, le Président Prabowo Subianto a présenté les principales orientations du budget 2027 : objectif de croissance à 6 % (contre 5,4 % attendu en 2026) et réduction du déficit budgétaire à 2,4 % du PIB (contre 2,85 % attendu en 2026). Cette ambition contraste avec un ralentissement en cours (croissance passée de 5,61 % au T1 à 5,29 % au T2 en 2026) et un déficit courant qui se creuse (12,5 Md USD au T2, soit 3,3% du PIB), sous l'effet de la hausse des prix pétroliers et gaziers liée aux tensions au Moyen-Orient. Face à une inflation en légère accélération (3,19 % en août contre 2,88 % en juillet) mais toujours dans sa cible, Bank Indonesia (BI) a maintenu son taux directeur à 5,75 %, privilégiant la stabilité de la roupie (IRD) et des prix. Par ailleurs, Destry Damayanti, nommée gouverneure de Bank Indonesia le 1er septembre à la suite de la démission de son prédécesseur (cf. Brève n°31), s'est montrée optimiste pour 2027, prévoyant une croissance comprise entre 5,2 % et 6 %, notamment soutenue par la hausse des investissements, en particulier ceux de Danantara, le fonds souverain indonésien nouvellement créé. Toutefois, la décision annoncée par le ministre des Finances (MoF) Purbaya Yudhi Sadewa orienter environ 6,8 Mds USD de ressources de Danantara vers le budget de l'État afin de contribuer au maintien du déficit public sous la limite légale de 3 % du PIB soulève la question d'un éventuel arbitrage entre le soutien aux finances publiques à court terme et la capacité du fonds à financer les investissements attendus.

L'Indonésie se prépare à élargir l'obligation de certification halal en octobre

Le 10 août dernier, l'Agence indonésienne de garantie des produits halal (BPJPH) a publié le règlement n°4/2026 renforçant les obligations de contrôle pour les entreprises exportatrices de biens halal vers l'Indonésie. Cette nouvelle obligation s'inscrit dans le cadre du règlement gouvernemental n°42/2024 rendant obligatoire, à compter du 18 octobre 2026, l'obtention d'un certificat halal délivré par un organisme international reconnu par le BPJPH, pour un ensemble de biens (alimentaires, boissons, cosmétiques) exportés vers l'Indonésie. En plus de ces certificats, les produits concernés feront désormais l'objet - à partir du 9 septembre - d'une vérification

de conformité préalable à leur entrée sur le territoire indonésien par un organisme d'inspection agréé par le BPJPH. Les modalités pratiques de mise en œuvre, notamment la liste des organismes d'inspection compétents restent à être précisés par le BPJPH.

L'Indonésie entend reprendre la main sur la fixation des prix de ses matières premières

Le gouvernement indonésien prépare le lancement, au 1er janvier 2027, d'une Bourse des minéraux et matières premières stratégiques (BMKS), sous supervision de l'Autorité des services financiers (OJK). Couvrant notamment nickel, étain, charbon et huile de palme, elle doit permettre à l'Indonésie d'établir ses propres prix de référence et de passer de preneur de prix (*price taker*) à celui de faiseur de prix (*price setter*). Toutefois, l'expérience contrastée de la bourse de l'huile de palme lancée en 2023, ayant enregistré des contrats à terme pour 0,15 millions de tonnes (Mt) d'huile de palme brute contre 490,43 Mt pour la bourse malaisienne en 2025, laisse planer un doute sur les ambitions annoncées. La crédibilité de l'institution dépendra de sa capacité à générer des transactions, et donc de la liquidité. Dans ce cadre, la confiance des acteurs économiques, portée par un cadre normatif stable et transparent, apparaît primordiale pour la réussite du projet. Ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large de développement des marchés financiers indonésiens, aux côtés de l'*Indonesia International Financial Center* (cf. brève n° 30), initialement prévu à Bali et qui sera finalement implanté dans un premier temps à Jakarta, avant une extension souhaitée vers Bali.

Malaisie

Annonce de six mesures de soutien socio-économique à l'occasion de la Fête d'Indépendance

À l'occasion de la Fête nationale, le Premier ministre Anwar Ibrahim a détaillé six mesures en soutien au pouvoir d'achat et au secteur privé qui sont entrées en vigueur le 1er septembre. En premier lieu, le plafond mensuel d'éligibilité au carburant subventionné pour les particuliers (politique « Budi Madani ») est relevé de 200 à 300 litres comme avant l'été, à la fois pour le SP95 (maintenu à 0,49 USD/litre) et le diesel (0,52 USD/litre). Par ailleurs, le gouvernement allège la charge réglementaire sur les Micro et Petites et Moyennes Entreprises (MPME) en relevant le seuil d'exemption de la facturation électronique de 247 000 USD à 742 000 USD de chiffre d'affaires annuel, et en injectant 247 M USD supplémentaires dans des dispositifs de microfinancement. La mesure d'allègement administratif devrait bénéficier à plus d'1,1 M d'entreprises locales. Côté éducation, l'enveloppe allouée à l'entretien des infrastructures scolaires est portée à 370 M USD pour 2027, soit une hausse de 50 %

par rapport à 2026, et un programme d'initiation à l'IA bénéficiera à 100 000 jeunes. Enfin, en matière de santé, 247 M USD ont été débloqués pour numériser le système de santé public et renforcer la connexion internet dans 150 hôpitaux et plus de 2 000 centres de santé.

Accélération de l'activité économique au second trimestre 2026

La Malaisie a enregistré une croissance du PIB de 6 % au T2 2026 (+0,6 pp. par rapport au T1 2026), surpassant les estimations et le consensus Bloomberg qui s'établissait à 5,8 %. Côté offre, cette performance a été tirée par les services (+5,9 % au T2 2026 en g.a.), le secteur manufacturier (+7,3 %, soutenu par la filière Électrique et Électronique), et l'industrie minière (+9,2 %). Sur le plan de la demande, la consommation privée est demeurée robuste (+4,8 % au T2 2026 en g.a., représentant 58,6 % du PIB), tandis que l'inflation est restée contenue à 1,9 % en partie grâce au maintien des subventions au carburant. Les exportations ont quant à elles nettement accéléré : +17 % en g.a. au T2 2026, contre 5,2 % au T1 2026. Cette trajectoire porte la croissance du PIB à 5,7 % sur l'ensemble du premier semestre (+1,2 pp. par rapport au S1 2025). Sur cette même période, les investissements approuvés ont progressé de 11,7 % en g.a., pour atteindre 54 Md USD, portés à 44 % par les projets liés aux centres de données et au cloud computing.

Lancement de la construction par TNB d'un réseau de transmission de 500 kV pour renforcer la sécurité énergétique

L'électricien national Tenaga Nasional Berhad (TNB) a entamé le développement du National Grid Backbone, un nouveau réseau de transmission de 500 kilovolts (kV) destiné à renforcer la capacité et la résilience du réseau électrique de la péninsule. Le projet, dont l'achèvement est prévu pour 2030, s'étendra sur 500 km le long de la côte Est (traversant les États du Kelantan, du Terengganu, du Pahang, du Negeri Sembilan et du Johor) et deviendra le plus long système de transmission de 500 kV installé en Malaisie. La sous-station d'alimentation principale de 500 kV de Kampung Awah (Pahang), dont le chantier a été inauguré le 28 août par le Ministre en chef de l'État du Pahang, renforcera les transferts d'électricité interrégionaux ainsi que la résilience du réseau face à une demande croissante d'énergie, notamment tirée par l'essor des centres de données. Elle permettra également d'intégrer les nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable. Ce chantier s'inscrit dans le programme de modernisation du réseau de TNB, qui prévoit

10,6 Md USD d'investissements verts et de haute technologie entre 2025 et 2027.

Singapour

Singapour relève fortement ses perspectives de croissance, toujours portée par le cycle mondial de l'IA

Les perspectives de croissance de Singapour ont été nettement relevées en août, après des performances au S1 largement supérieures aux attentes. Le *Ministry of Trade and Industry* (MTI) a en effet rehaussé le 11 août sa prévision de croissance pour 2026 de 2,0-4,0 % à 4,5-5,5 %, après une progression du PIB de 6,1 % en g.a. au S1 (dont +6,3 % au T1 et +5,9 % au T2). Cette dynamique repose principalement sur les secteurs exposés à la demande extérieure : au T2, l'industrie manufacturière a progressé de 12,5 %, le commerce de gros de 8,3 % et la finance-assurance de 6,2 %, sous l'effet de l'accélération des investissements mondiaux dans l'IA et de la demande associée en semi-conducteurs, équipements de réseau et mémoires. Les résultats du commerce extérieur confirme cette impulsion : les exportations domestiques hors pétrole (NODX) ont augmenté de 27,4 % au T2, conduisant Enterprise Singapore à relever leur prévision annuelle de 3-5 % à 14-16 %, et progressaient encore de 24,2 % en g.a. en juillet, tirées essentiellement par l'électronique. Cette amélioration reste toutefois concentrée : la restauration s'est contractée de 1,5 % au T2, tandis que les secteurs technologiques et exportateurs devraient continuer de surperformer relativement aux activités davantage dépendantes de la demande domestique. Le 2 septembre, l'enquête de la *Monetary Authority of Singapore* auprès des prévisionnistes privés a confirmé cette révision du scénario macroéconomique, avec une prévision de croissance 2026 relevée de 3,5 % à 5,0 %, contre 8,4 % pour l'industrie manufacturière, 7,4 % pour le commerce et 5,4 % pour la finance.

National Day Rally: le modèle singapourien confronté aux enjeux démographiques

À l'occasion du *National Day Rally* du 23 août 2026, rendez-vous annuel permettant au Premier ministre de dresser un bilan des principales orientations économiques et sociales du pays, Lawrence Wong a notamment présenté les réponses du gouvernement au ralentissement démographique de Singapour. Avec un taux de fécondité tombé à 0,87 enfant par femme, la progression de la population et de la main-d'œuvre devrait ralentir dans les prochaines années, réduisant progressivement la contribution du facteur travail à la croissance. Pour répondre à cette problématique, le gouvernement entend agir sur trois leviers. Tout d'abord, la politique familiale est nettement renforcée, avec près de 70 000 SGD de soutien direct par enfant jusqu'à 17 ans et une réduction progressive

à 150 SGD par mois d'ici 2030 des frais de garde dans les établissements soutenus par l'État. Le recours à la main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée restera également une variable d'ajustement de l'offre de travail, même si l'immigration devrait rester « prudente et contrôlée », sans assouplissement généralisé des quotas. Enfin, la moindre progression de l'emploi doit être compensée par une contribution accrue de l'investissement, de l'innovation et des gains de productivité, notamment via la diffusion de l'IA et de l'automatisation dans les secteurs confrontés aux pénuries de main-d'œuvre.

Les recettes fiscales bondissent de 9,4 % et l'IRAS accélère la numérisation de la collecte

Dans son rapport annuel 2025/26 publié le 4 septembre 2026, l'*Inland Revenue Authority of Singapore* (IRAS) indique avoir collecté 97,3 Md SGD de recettes fiscales au cours de l'exercice 2025/26, soit une hausse de 9,4 % par rapport à 2024/25. Ces recettes représentent 74,8 % des recettes de fonctionnement de l'État et 12,3 % du PIB singapourien. L'impôt sur les sociétés reste la première source de recettes, avec 34,4 Md SGD, contre 30,9 Md SGD lors de l'exercice précédent, soit 35,4 % du total. La GST atteint 21,7 Md SGD, contre 20,0 Md SGD en 2024/25, tandis que l'impôt sur le revenu des personnes physiques progresse de 19,1 à 20,9 Md SGD. Le taux d'arriérés demeure limité à 0,64 % des impositions nettes établies. Au cours de l'exercice 2025/26, 8 560 contrôles et enquêtes ont permis de recouvrer près de 589 M SGD de droits et pénalités. Le rapport confirme également l'accélération de la numérisation fiscale. L'obligation GST InvoiceNow sera déployée progressivement pour l'ensemble des entreprises assujetties à la GST d'avril 2028 à avril 2031, tandis que les paiements et remboursements fiscaux électroniques atteignent désormais respectivement 99,8 % et 99,7 %.

Vietnam

Les IDE accélèrent fortement et restent concentrés dans l'industrie manufacturière

À fin août, les IDE enregistrés au Vietnam atteignaient 40,6 Md USD, en hausse de 55,4 % en g.a., tandis que les décaissements ont atteint leur niveau le plus élevé sur huit mois depuis cinq ans. Les nouveaux projets représentent 21,7 Md USD (+96,8 %) pour 2 771 projets (+9,4 %), avec une forte concentration dans l'industrie manufacturière, qui capte 12,2 Md USD, soit 55,9 % des nouveaux investissements enregistrés. Cette dynamique accompagne une activité industrielle toujours soutenue : la production manufacturière progresse de 12,5 % en g.a. sur janvier-août, après une croissance du PIB de 8,2 % au S1. Les autorités cherchent parallèlement à accroître le contenu technologique de ces flux : fin août, le gouvernement a notamment

appelé Samsung et Qualcomm à approfondir leurs investissements dans les semi-conducteurs, l'IA et la R&D, afin de renforcer la position du Vietnam dans les segments à plus forte valeur ajoutée des chaînes technologiques mondiales.

Le dynamisme industriel entraîne une forte accélération des importations

Le commerce extérieur vietnamien atteint des niveaux records en 2026, mais la croissance beaucoup plus rapide des importations que des exportations entraîne une nette dégradation du solde commercial. Sur les huit premiers mois, les échanges de biens ont progressé de 28,7 % en g.a. à 770,1 Md USD, avec des exportations de 374,8 Md USD (+22,4 %) et des importations de 395,3 Md USD (+35,3 %). Cette évolution prolonge le retournement observé à fin juillet, lorsque le Vietnam enregistrait un déficit commercial cumulé de 20,5 Md USD, contre un excédent de 10,4 Md USD un an auparavant. La hausse des importations reflète toutefois en grande partie le dynamisme de l'appareil productif : à la fin juillet, 94,1 % des importations correspondaient à des biens destinés à la production, tandis que les entreprises à capitaux étrangers représentaient 80,1 % des exportations et voyaient leurs importations progresser de 39,2 %. Le déficit s'est par ailleurs fortement réduit en août, à 120 M USD, contre 3,6 Md USD en juillet. La détérioration du solde extérieur traduit ainsi aussi l'intensité du cycle d'investissement et de production, fortement dépendant des intrants importés.

Thaïlande

Ralentissement de la croissance à +1,9 % au T2 2026, maintien du taux directeur à 1,0 %

La croissance thaïlandaise a ralenti à +1,9 % au T2 2026 (après +2,8 % au T1), portant la croissance au S1 à +2,4 %. La consommation privée a ralenti à +1,9 % (après +3,3 %), et ce dans toutes les catégories de dépenses, tout comme la consommation publique à +0,2 % (après +3,4 %). L'investissement demeure dynamique à +9,1 % (après +9,9 %), tiré par sa composante privée à 13,4 % (après +10,1 %), malgré la contraction de l'investissement public à -1,6 % (après +9,4 %). Du point de vue de l'offre, les services à +2,4 % (après +3,5 %), l'industrie à +0,1 % (après +1,0 %) et l'agriculture à +1,5 % (après +2,0 %) ralentissent. Par ailleurs, le 26 août 2026, le Comité de politique monétaire (MPC) de la Bank of Thailand a voté à l'unanimité le maintien du taux directeur à 1,00 %, indiquant que la croissance demeurerait faible et inégale, bien que bénéficiant du cycle actuel de l'IA. La MPC a maintenu les prévisions de croissance de sa dernière réunion en juin, à savoir +2,3 % pour 2026 et +1,8 % pour 2027.

Lancement d'une stratégie nationale de développement de l'industrie ferroviaire

Le Conseil des Ministres a approuvé la National Railway Strategy 2038-2032, visant à « construire une industrie ferroviaire nationale résiliente et à réduire la dépendance technologique envers l'étranger », lors de sa réunion du 1er septembre 2026. La stratégie a été préparée par le Rail Technology Research and Development Institute (RTRDA), sous la direction du ministère des Transport. Elle alloue 152 M USD (5,0 Md THB) au développement du tissu industriel local et 100 M USD (3,3 Md THB) à l'innovation technologique, visant la recherche et conception de prototypes de trains électriques à batterie, les trains fonctionnant à l'hydrogène, les solutions numériques de contrôle et sécurité, les technologies de productions de véhicules ferrés urbains et de sécurité ferroviaire. La stratégie comprend également un volet dédié aux transferts de technologie, visant à établir feuilles de route et incitations fiscales, et un volet dédié au développement du capital humain.

Mise à disposition d'IA premiums, dont Mistral AI, à 5 millions de Thaïlandais

Le ministère de l'Economie et de la Société Numériques (MDES) a lancé le TH-AI Passport le 31 août 2026, un programme donnant accès gratuitement à des services d'IA payantes ainsi qu'à des formations idoines pendant un an. Les fournisseurs de modèles d'IA sont américains (Claude, ChatGPT, Gemini, SpaceXAI, etc.) et chinois (BytePlus, Deepseek, Z.ai, Moonshot AI, etc.), à l'exception du français Mistral AI et du thaïlandais Pathumma ThaiLLM (développé par l'agence gouvernementale NECTEC sur des données en langue thaïlandaise). 1,3 M de thaïlandais se sont inscrits au service durant les deux semaines précédant son ouverture, le MDES prévoyant 5 M de comptes. Le programme comprend également des modules d'apprentissage adaptés aux usages des entrepreneurs, étudiants, fonctionnaires, notamment fournis par les plateformes américaines Google for Education, Microsoft Elevate et NVIDIA Deep Learning Institute.

Philippines

Le peso philippin atteint un nouveau plus bas historique face au dollar

Le peso philippin a atteint un nouveau plus bas historique face au dollar, clôturant à 62,565 PHP/USD, le mercredi 2 septembre. La devise, qui recule pour la quatrième séance consécutive, s'est dépréciée de 6,03 % depuis le début de l'année, contre un taux de 58,79 PHP/USD fin décembre 2025. Cette dépréciation s'explique principalement par le renforcement du dollar, soutenu par la hausse des rendements américains et les anticipations d'un resserrement monétaire de la Réserve fédérale, ainsi que par la remontée des prix du pétrole et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. La demande saisonnière de devises liée à l'augmentation des

importations au troisième trimestre accentue également les pressions sur la monnaie philippine. Cette évolution pourrait alimenter l'inflation via le renchérissement des importations, notamment énergétiques, après trois hausses consécutives de 25 points de base du taux directeur de la BSP.

La banque centrale relève son taux directeur à 5 % face aux pressions inflationnistes

La BSP a relevé son taux directeur de 25 points de base, à 5 %, poursuivant le resserrement de sa politique monétaire face à des pressions inflationnistes persistantes. Il s'agit de la troisième hausse consécutive depuis avril, portant le relèvement cumulé à 75 points de base. Cette décision intervient alors que l'inflation a légèrement ralenti à 6,2 % en juillet, après 6,4 % en juin et un pic de 7,2 % en avril, mais demeure nettement supérieure à la cible de 2 à 4 % de la BSP. L'inflation sous-jacente s'est établie à 4,2 % en juillet. La banque centrale identifie plusieurs risques susceptibles de maintenir les prix à un niveau élevé, notamment la volatilité des cours du pétrole, les effets potentiels d'El Niño sur les prix agricoles et d'éventuelles hausses de salaires. Ce resserrement intervient malgré le ralentissement de l'activité, la croissance du PIB ayant atteint 2,3 % au deuxième trimestre.

L'activité manufacturière philippine enregistre sa plus forte croissance depuis 2016

L'activité manufacturière aux Philippines a nettement accéléré en août, atteignant son rythme de croissance le plus élevé depuis près de dix ans. Le Purchasing Manager's Index (PMI) s'est établi à 54,9, contre 51,8 en juillet, enregistrant un quatrième mois consécutif d'expansion et sa meilleure performance depuis décembre 2016. Cette progression s'explique principalement par l'accélération de la production et des nouvelles commandes, soutenues par une demande intérieure plus dynamique et la reprise des commandes à l'exportation. Pour répondre à la hausse de la production, les entreprises ont acheté davantage d'intrants et augmenter leurs effectifs, l'emploi manufacturier progressant pour la première fois depuis cinq mois et au rythme le plus élevé depuis 21 mois. Parallèlement, les pressions sur les coûts des intrants se sont atténuées et la confiance des industriels concernant leur production à douze mois a atteint son plus haut niveau depuis novembre 2024.

Cambodge

Vers un renforcement de la supervision bancaire ?

La Banque nationale du Cambodge (BNC) a annoncé la fin des mesures préférentielles de restructuration des prêts (modalités de remboursement, pénalités financières, etc.). Ces mesures avaient été introduites en 2020 lors de la crise de la Covid pour soutenir l'investissement ; elles ont été prolongées en 2025 lors des tensions frontalières avec la Thaïlande (retour d'un million de travailleurs migrants). Si la décision ne concerne pas l'encours des prêts ayant

bénéficiés de ces flexibilités (seulement 4Md\$ sur 63,7Md\$), elle devrait s'appliquer au flux et au stock de l'encours de prêts. La révision de la doctrine de la BNC intervient dans un contexte d'augmentation du niveau d'endettement privé (63,7% fin 2025 contre 60,2% fin 2024). En creux, elle vise le risque de multiplication des créances douteuses, notamment sur l'encours de dette lié au microcrédit (39 % du PIB contre moins de 5 % avant 2011). La décision ne semble pas structurellement remettre en cause le rôle de la bancarisation dans le développement économique du royaume (57 banques commerciales, 85 institutions de microfinance). Toutefois, elle pourrait amorcer la mise en place d'une supervision bancaire plus étroite des autorités cambodgiennes. Un équilibre entre soutien à la croissance et résilience du système bancaire qui reste à trouver. A suivre.

SuperPort, ou la priorité aux investissements maritimes et fluviaux

Les travaux du projet « Cambodia SuperPort », situé dans une nouvelle zone économique spéciale (ZES), ont officiellement été lancés le 31 août dans la province de Kampong Speu (55 km de Phnom-Penh) ; le premier ministre y présidait. D'un budget total de 300 MUSD, il vise à construire une plateforme logistique de 132 hectares. L'objectif est de faciliter le transport et l'exportation de marchandises, alors que la croissance du Royaume est liée aux exportations (prévision de 82% du PIB en 2026). Le projet associera la cambodgienne Sear Brothers Investment et la singapourienne YCH Group, en joint-venture. Et ce projet de nouvelle ZES s'inscrit dans un programme d'investissement soutenu en faveur des infrastructures maritimes et fluviales. Cette stratégie, en cours de structuration, est portée par le projet de canal « Funan Techo », qui reliera les Phnom Penh à la mer à Kep (180 km, travaux en cours). Elle vise à capitaliser sur un réseau fluvial dense et des ports autonomes compétitifs (60 MUSD de recettes prévisionnelles pour le port autonome de Phnom Penh en 2026 et 14 MUSD uniquement sur le deuxième trimestre pour celui de Sihanoukville). Elle confirme, sur le plan politique, la volonté de limiter la dépendance du pays vis-à-vis de ses voisins – notamment vietnamien. D'une pierre deux coups.

En avant pour le forum d'affaires France-Cambodge !

La chambre d'industrie et de commerce France Cambodge (CCIFC) et les conseillers du commerce extérieur de la France s'associent avec le ministère cambodgien du commerce pour son organisation. Ce dernier a également signé un accord de coopération avec la CCIFC. L'appui du ministère vise à favoriser la réussite de la troisième édition du Forum. Il se tiendra à l'occasion de la visite d'Etat que le Président de la République effectuera au Cambodge mi-novembre. Il devrait réunir près de 400 participants français et 200 cambodgiens. Organisé les 16 et 17 novembre, le Forum s'articulera autour de présentation des priorités et politiques cambodgiennes par plusieurs ministres du gouvernement royal du Cambodge. Il comportera des ateliers de travail sectoriels, des présentations thématiques et des rendez-vous d'affaires. Enfin, les entreprises

françaises pourront rencontrer des ministres pour de brèves présentations de leurs projets. L'ambition est de bâtir sur le succès de la deuxième édition (2024), pour en faire un outil au service du développement des relations économiques bilatérales. Vous pouvez suivre le [lien pour le programme et les inscriptions](#).

Laos

La banque centrale reprend son assouplissement monétaire avec le reflux de l'inflation

La Bank of the Lao PDR (BOL) a abaissé le 20 août son taux directeur à sept jours de 8,0 % à 7,0 %, poursuivant l'assouplissement engagé depuis 2025 après le resserrement monétaire mis en œuvre pour stabiliser les prix et le change. Cette décision intervient dans un contexte de désinflation depuis le choc énergétique du printemps : après un pic à 10,2 % en g.a. en avril, l'inflation a reculé à 9,0 % en mai puis 7,4 % en juin, sous l'effet de la détente des prix des carburants et des transports et d'une plus grande stabilité du change. Elle est toutefois légèrement remontée à 7,6 % en juillet puis 7,7 % en août, portant sa moyenne à 7,9 % sur les huit premiers mois, au-dessus de l'objectif annuel inférieur à 7 %. Les pressions inflationnistes ont également changé de composition : en août, le poste « logement, eau, électricité et combustibles » progressait encore de 30,2 % en g.a., tandis que celui « transports et communications » augmentaient de 11,4 %. La baisse du taux traduit ainsi une normalisation prudente des conditions monétaires, la BOL estimant que le change et la masse monétaire évoluent conformément à ses objectifs, mais maintenant une gestion étroite des devises face aux importants besoins liés au service de la dette extérieure et à la persistance de la dollarisation.

La progression des recettes budgétaires contraste avec la sous-exécution persistante des dépenses

L'amélioration de la mobilisation des recettes publiques au Laos ne s'est pas accompagnée d'une accélération comparable des dépenses en 2026, limitant à ce stade le multiplicateur budgétaire sur l'activité. Lors de la réunion gouvernementale des 24 et 25 août, les recettes atteignaient 72 % de l'objectif annuel, contre seulement 48 % des dépenses prévues, soit un écart de 24 points. Cette divergence s'est accentuée depuis le S1 : à la fin juin, les recettes représentaient 54 % de l'objectif annuel, à 44 956 Md LAK (2,1 Md USD, +19 % en g.a.), contre 37 % pour les dépenses, à 30 130 Md LAK (1,4 Md USD). Le décalage tient donc principalement à la lenteur de l'exécution des dépenses et des décaissements : entre fin juin et fin août, leur taux d'exécution n'a progressé que de 11 points, contre 18 points pour les recettes, tandis que le gouvernement fait état de retards dans la réalisation des projets prioritaires. Cette sous-exécution réduit notamment la contribution effective de l'investissement public à la demande intérieure, alors que les dépenses réalisées restent concentrées sur les salaires, le fonctionnement de l'État et le service de la dette. Pour le S2, les

autorités ont donc placé l'accélération des projets publics parmi leurs priorités, parallèlement au maintien de la dynamique des recettes par le recouvrement des arriérés fiscaux et la numérisation de la collecte.

L'accélération des investissements s'accompagne d'une réforme de la politique d'attractivité

Les investissements approuvés au Laos ont fortement accéléré depuis le début de l'année, tandis que les autorités cherchent à améliorer leur contribution à la diversification de l'économie. De janvier à juillet 2026, 34 projets sous concession ou relevant d'activités réglementées ont été approuvés pour 8,5 Md USD, soit +68 % en g.a., principalement dans les mines, l'énergie, l'agriculture, les transports, les télécommunications et la finance. Les capitaux effectivement transférés dans le pays ont atteint 1,1 Md USD sur la même période. Cette accélération intervient alors que l'investissement privé doit couvrir 64,4 % des besoins d'investissement du plan 2026-2030. Lors de la première conférence nationale sur la promotion et la gestion des investissements des 11-12 août, le gouvernement a toutefois appelé à mieux sélectionner les projets selon les capacités financières et techniques des investisseurs et leur contribution à la création de valeur, à l'emploi, aux compétences et à la diversification économique. Cette orientation doit s'accompagner d'une révision de la loi sur la promotion de l'investissement et du décret n°530/PM, alors que les autorités identifient encore des freins liés aux procédures administratives, au foncier, au transport et aux pénuries de main-d'œuvre. Les zones économiques spéciales (ZES) participent également à cette diversification : dans celle de Boten, à la frontière chinoise, le gouvernement souhaite développer un data centre aux côtés des activités de commerce, industrie, logistique, finance et tourisme, tout en renforçant le suivi de l'exécution des projets et de l'utilisation des terrains.

Birmanie

Visite d'Etat de Min Aung Hlaing en Thaïlande

Le président birman Min Aung Hlaing était en visite d'Etat les 6 et 7 août 2026, et s'est entretenu avec le Premier ministre thaïlandais Anutin, avec lequel il a notamment co-présidé le Thailand-Myanmar Business Forum 2026. En présence de 700 dirigeants d'entreprises et officiels, les deux dirigeants ont appelé à élever le volume du commerce bilatéral à 12 Md USD/an, contre 7,4 Md USD actuellement, et se sont félicités de la réouverture du pont de l'amitié Thaïlande-Birmanie reliant Mae Sot à Myawaddy. Le Premier ministre thaïlandais a déclaré que les entreprises thaïlandaises étaient prêtes à se développer dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de l'agro-industrie, des infrastructures, du tourisme et des industries d'avenir. Les deux parties ont convenu de poursuivre les projets de coopération existants en matière d'énergie, et un groupe de travail sur les transports et la logistique devrait être

créé.

Le secteur manufacturier se redresse légèrement en août

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 50,3 en août (après 49,3 en juillet) signalant la première amélioration, bien que marginale, de l'activité manufacturière en quatre mois. Les délais de livraison des fournisseurs et les stocks d'achats étaient cependant les seules composantes de l'indice PMI à apporter une contribution positive. La production et les nouvelles commandes sont toujours en baisse, bien qu'à un rythme ralenti. Les délais de livraison se sont également allongés en août, sur fond de pénurie de matières premières et de difficultés à obtenir des licences d'importation. La dynamique positive de l'emploi manufacturier, débuté au T2 2026, a pris fin en août, les départs volontaires contribuant à une diminution de l'emploi net.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org